****

**Synthèse des contributions – Consultation du public sur le projet d’arrêté modifiant le cahier des charges des éco-organismes de la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment**

Conformément à l’article L. 123-19-1 du code de l’environnement, le projet d’arrêté modifiant le cahier des charges des éco-organismes de la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment a été soumis à la consultation du public qui s’est déroulée du 1er février 2023 au 22 février 2023 inclus.

Cette phase de consultation s’est traduite par la mise à disposition du public du projet d’arrêté par voie électronique, selon des modalités permettant au public de formuler des observations.

La consultation du public a été réalisée via la plate-forme du Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires (https://www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr/prevention-des-risques-r6.html). Elle était également référencée sur le site vie-publique.fr.

**A. Modalités de la consultation**

Dans le cadre de cette consultation, 24 contributions ont été déposées sur le site internet du Ministère, dont 16 sont identiques.

Les contributions émanent majoritairement :

* des fédérations professionnelles représentatives des metteurs en marché,
* des entreprises du secteur du bâtiment
* des opérateurs de gestion de déchets,
* des représentants des collectivités territoriales
* de l’organisme coordonnateur (OCAB)

Un particulier a également exprimé son avis.

**B. Synthèse des observations**

**1) Remarques générales sur le projet soumis à la consultation**

Plusieurs contributionssoulignent que les engagements pris par les éco-organismes lors de la réunion du 21 décembre 2022 n’étaient que des engagements volontaires et portaient sur la contractualisation auprès de déchèteries professionnelles et de points de reprise distributeurs et non sur la mise en œuvre opérationnelle de ces contrats.

Un contributeur souligne le travail et les concertations déjà réalisées par les éco-organismes depuis qu’ils sont agréés.

Deux contributeurs expriment leur crainte que l’ouverture aux déchetteries publiques n’affaiblisse le réseau de déchetteries professionnelles mis en place et demandent la mise en place d’une clause d’enlèvement à partir d’un certain tonnage collecté.

Des contributions demandent à ce que l’information sur la localisation des points de collecte soit visible de manière centralisée pour les 4 éco-organismes.

**2/ Disposition relative au pourvoi et à la prise en charge opérationnelle par l’éco-organisme de l’enlèvement et du traitement de déchets issus de PMCB**

En ce qui concerne le délai de 30 jours entre la contractualisation et la mise en œuvre opérationnelle de la reprise sans frais des déchets, plusieurs contributeurs ont pointé le caractère irréaliste d’un tel délai en raison des délais nécessaires à la contractualisation avec un réseau comprenant plusieurs points de reprise, au besoin de formation des personnels, à l’’obtention des autorisations requises, à la fourniture et à l’installation de contenants adaptés, à l’aménagement de l’espace accessible aux déposants, à l’aménagement des accès pour les prestataires chargés de l’enlèvement, à la mise en place des dispositifs de pesée et de traçabilité, etc.).

Ils proposent que ce délai de 30 jours soit remplacé par « un délai raisonnable à compter de la date de signature du contrat par le gestionnaire de l’installation de reprise ».

**3/ Disposition relative au soutien financier de l’éco-organisme aux coûts de gestion des déchets du bâtiment**

Certains contributeurs pointent la nécessité d’un démarrage concomitant des soutiens opérationnels et des soutiens financiers pour les acteurs de la reprise des déchets, notamment pour les déchèteries professionnelles et les distributeurs.

Ils demandent que l’obligation de couverture des coûts dès le lendemain de la signature du contrat ne concerne que le service public de gestion des déchets.

**4/ Disposition relative au nombre minimal de point de reprise**

Un contributeur souligne les risques d’interférences avec la mission de l’organisme coordonnateur sur le maillage et la prise en charge progressive des déchets et demande à ce que seulement deux échéances soient retenues pour la mise en place effective des points de reprise sans frais des déchets (30 juin 2023 et 31 décembre 2023).

Plusieurs contributeurs demandent que les points de reprise du maillage respectent les obligations ICPE, et que les éco-organismes s’assurent de la conformité règlementaire des points de reprise vis-à-vis de ces obligations et de celles relatives aux déchets dangereux. Ils souhaitent par ailleurs que les objectifs précisent le nombre de points de maillage pouvant accueillir des déchets dangereux.

Une contribution met en avant la nécessité pour le maillage de s’appuyer en priorité sur l’existant.

**C. Prise en compte des observations du public**

Le projet de texte a fait l’objet de plusieurs modifications rédactionnelles pour tenir compte des observations du public, parmi lesquelles :

* la révision du délai entre la contractualisation et la mise en œuvre opérationnelle de la reprise sans frais des déchets : celui –ci est porté à 60 jours,
* la modification et la restructuration du paragraphe 6.1 du cahier des charges des éco-organismes pour distinguer points de maillage/points de reprise et bien préciser que les obligations en 2023 portent sur les points de reprise,
* l’amélioration de la visibilité et de l’information sur les points de collecte avec la mise en place d’un site internet commun aux 4 éco-organismes d’ici le 30 avril 2023.